



Coop'equita, l'alimentation autogérée en péril ?

Depuis 2005, à Bordeaux, la coop'equita rassemble des petit(e)s paysans.annes syndiqué(e)s à la fédération des travailleurs.euses de la terre et de l'environnement, d'autres syndicalistes de la cnt et divers mangeurs.euses non affilié(e)s autour d'un projet commun de coopérative de vente directe de produits sains¹ à un prix accessible au plus grand nombre.

Le but de cette coopérative est avant tout la pratique de l'autogestion, à travers la responsabilisation des mang.eur.euse.s, la réappropriation des outils de production et la restauration des liens directs entre product.eur.rice.s et mang.eur.euse.s.

Samedi 23 juillet, la coop'équita a subi un contrôle. La répression des fraudes, intervenue sur dénonciation semble-t-il, a forcé clément à souiller 115kg de viande d'agneau non estampillés par un abattoir, une année de travail, un gaspillage scandaleux dont la suite « répressive » est attendue pour les semaines à venir.

Accompagnés de deux policiers.ères, les deux inspecteurs.rices nous ont également fait casser 4 boîtes d'oeufs (parce que le numéro d'élevage ne figurait pas sur les oeufs), et ont suspendu la vente de jus de pomme, confitures, miel et autres conserves (pour défaut d'étiquetage).

Ils ont enfin prévenu rita qu'elle serait convoquée pour son activité de transformation de graines germées (sans justification).

Ce communiqué vise à mettre en avant que notre démarche se fonde dans la transparence² et la confiance réciproque qui s'est installée entre les mangeurs.euses et les producteurs.rices au cours de nos échanges hebdomadaires.

En tant que producteurs.trices et en tant que mangeurs.ses nous n'avons, en effet, pas confiance dans les abattoirs industriels, dans les agences françaises de sécurité sanitaire, dans les contrôles sanitaires et les mesures de traçabilité en général.

Non seulement parce que ces mesures s'appliquent aux petits paysans.annes et aux particuliers alors qu'elles ne sont justifiées que par la production industrielle³, mais aussi parce qu'elles n'ont pas permis d'éviter de graves crises sanitaires liées à ce modèle agro-industriel ces dernières années (vache folle, grippe aviaire, E-coli,...).

La traçabilité⁴ administrative qui prétend se substituer au lien humain est un leurre: elle fonde une sécurité illusoire en nous dépossédant de nos propres capacités d'accompagnement et de gestion.

Elle est aussi un prétexte pour renforcer au nom de la "sécurité alimentaire" l'emprise du système industriel sur nos vies, participant d'une volonté de contrôle total (avec la multiplication des puces RFID⁵, de la biométrie et des nanotechnologies dans la vie quotidienne : éducation, alimentation, transports, communication, supports culturels... partout nos libertés fondamentales sont grignotées au fil des années, sans que l'on voie pour l'instant de réelle opposition).

Le puçage électronique des ovins et des caprins, désormais obligatoire, en est le dernier avatar.

Nous refusons cette couteuse traçabilité industrio-normée considérant qu'une production localisée et des circuits de distribution courts sont bien mieux à même d'assurer une sécurité alimentaire aux mangeurs.euses.

Nous revendiquons le droit de prendre nos responsabilités, en tant que paysan.annes éleveur.euse.s et en tant que mang.eur.euses, le droit d'être conscients de notre alimentation et de la maîtriser en direct, sans dépendre d'une administration centralisée déshumanisée et à la solde du secteur agro-industriel (dans l'élaboration des normes notamment).

Nous revendiquons le droit à la confiance mutuelle entre mangeurs.euses et éleveurs.euses.

Nous refusons le puçage de nos animaux et leur abattage dans les abattoirs industriels.

Il est clair que la visite de contrôle du samedi 23 juillet a parasité le fonctionnement de la coopérative. Cependant, celle-ci ne nous a pas surprises, car, tout en déplorant les éventuelles suites négatives pour Coop'équita, on assume notre démarche et on en revendique la légitimité.

Vous serez tenu(e)s au courant des évolutions de cette affaire, des soirées d'information (sur l'alimentation industrielle et le contrôle social) et de soutien⁶ seront organisées dans les temps à venir.

Bordeaux, juillet 2011

1 sains c'est à dire cultivés selon les principes de base de l'agriculture biologique (avant qu'elle ne soit récupérée par les industriels), certifiée ou pas.

2 la viande saisie avait été commandée par les mangeurs.euses en toute connaissance de cause, le courriel annonçant la livraison précisait en effet pourquoi les animaux n'étaient pas puçés et ne passaient pas par l'abattoir, en demandant aux personnes qui passaient commande de co-assumer les risques liés à l'illégalité de la démarche.

3 notre souhait étant bien entendu de voir ce système (capitaliste, industriel,...) disparaître au profit de structures locales autogérées.

4 la traçabilité administrative n'ayant rien à voir ni avec l'identification du côté des éleveurs.euses (un suivi indispensable pour accompagner au mieux ses animaux), ni avec la transparence déjà évoquée.

5 RFID Radio Frequency Identification, technologie qui, comme les pesticides entre autres produits mortifères, est issue d'applications militaires.

6 soutien qui risque d'être nécessaire, puisque outre la perte d'une partie de ses revenus clément devra certainement faire face à une grosse amende.